

CAS (Certificate of Advanced Studies) en outils de management public



Une formation pratique et de qualité pour les cadres des
organismes publics et parapublics

Une opportunité d'acquérir et de valider un nouveau savoir-faire

Un programme et un titre communs de l'Université de Neuchâtel
et de la Haute école de gestion Arc

Objectifs généraux et domaines d'études

Le CAS en Outils de management public est un programme offert par la Faculté des sciences économiques de l'Université de Neuchâtel et par la Haute école de gestion Arc. Le but de cette formation postgrade certifiante (Certificate of Advanced Studies) est de fournir aux participant-e-s des outils de management concrets, applicables au sein des organismes publics et parapublics, qu'ils soient fédéraux, cantonaux ou communaux. Elle vise à compléter et structurer des connaissances déjà existantes et à les affiner. Elle mène à un titre reconnu (CAS) et délivré communément par les deux institutions.

Public cible

Les participant-e-s émanent principalement des administrations publiques et organisations parapubliques et sont avant tout des cadres et responsables de projets ou programmes.

Comme les outils enseignés ne sont pas spécifiques à un domaine ou un niveau de collectivité, les participants proviennent de tout niveau politique (fédéral, cantonal, communal) et de tout domaine confondu.

Conditions d'admission

Sont admises à suivre le CAS les personnes au bénéfice d'un titre délivré par une Haute école (bachelor ou équivalent). Si ces conditions ne sont pas remplies, une admission sur dossier est envisageable (selon expériences professionnelles et formation de base).

Toute personne intéressée à suivre séparément un module ou un cours (outil) est admise en fonction du nombre de places disponibles.

Contenu

Le CAS propose une série d'outils pratiques permettant aux managers publics de faire face à la complexité et aux exigences de leur fonction.

Les modules 1 et 2 s'intéressent à des outils pertinents pour la conception et la mise en œuvre des politiques publiques, tandis que le module 3 est dédié au management des entités administratives.

Formation modulaire

Les trois modules consacrés aux outils (sans le module relatif au travail personnel) peuvent être suivis individuellement. Il est possible de suivre l'un ou l'autre des cours (outils) sans certification.

Comité scientifique

Prof. Dr. Milad Zarin

professeur ordinaire d'économie politique de l'Université de Neuchâtel.

Prof. Dr. Lukas Baschung

professeur HES en management public et responsable de la filière économie d'entreprise de la HEG Arc.

MODULE 1 - CONCEPTION DES POLITIQUES PUBLIQUES - 6 JOURS - 3 ECTS

Outil 1 - Elaboration et monitoring d'une stratégie

Gilles Léchet et Thierry Bregnard

18.9 et 2.10.2020 matin (1.5 jour)

Depuis environ deux décennies, la mise en place de véritables stratégies devient de plus en plus la règle dans les collectivités publiques suisses. Ces stratégies sont souvent ancrées dans des programmes de législature et concrétisées dans des plans stratégiques ainsi que des contrats ou mandats de prestations. Ceux-ci doivent être mis en œuvre par des entités plus ou moins autonomes, situées à différents niveaux institutionnels et hiérarchiques. Pour qu'ils deviennent véritablement opérationnels, ces outils stratégiques doivent être étroitement coordonnés avec les politiques publiques qu'ils sous-tendent, tenir compte des ressources disponibles et intégrer un monitoring permettant de mesurer le mieux possible le degré d'atteinte des objectifs stratégiques. Dans cette perspective, le cours a pour objectifs de permettre aux participants d'appréhender la démarche d'élaboration et de suivi d'une stratégie, ainsi que de mobiliser quelques-uns des outils les plus importants: analyse environnementale, analyse SWOT, élaboration de stratégies alternatives, analyse multicritères, tableau de bord prospectif.

Outil 2 - Analyse coûts bénéfiques, coûts efficacité

David Maradan et Albert Merino-Saum

2.10 après-midi et 30.10.2020 (1.5 jour)

L'analyse coûts-bénéfices (ACB) ou coûts-avantages est une technique d'évaluation des avantages (bénéfices) et inconvénients (coûts) «collectifs» en termes monétaires d'une décision de politique publique, afin d'en déterminer l'utilité pour la collectivité. L'analyse coûts-bénéfices constitue une technique complexe. On peut y recourir indépendamment de tout système de rationalisation, qu'il s'agisse d'une infrastructure (tunnel, voie ferrée, aéroport, etc.), d'une politique publique, par exemple en matière d'économie de la santé ou de l'éducation, ou encore d'un projet strictement législatif dans différents domaines tels que la concurrence ou l'environnement. L'analyse coûts-bénéfices répond à trois questions essentielles i) déterminer si un projet produit un bénéfice social net, c'est-à-dire un bénéfice social supérieur au coût social, ii) ordonner différents projets par ordre de rentabilité sociale afin d'en sélectionner le ou les meilleurs selon les ressources financières disponibles, et iii) déterminer la taille optimale d'un projet ou, ce qui relève de la même idée, définir parmi plusieurs variantes, la meilleure.

L'analyse coûts efficacité vise à construire une grille de critères permettant d'évaluer les avantages et inconvénients d'un projet. Contrairement à l'analyse coûts-bénéfices, elle n'exige pas d'estimer l'ensemble des conséquences sous forme monétaire. Par contre, le choix des critères, leurs échelles d'évaluation et leur agrégation constituent les facteurs décisifs de l'analyse.

Outil 3 - Budgétisation et planification financière

Alain Schönenberger et Patrick Aubry

13.11 et 27.11.2020 (2 jours)

La planification financière sur une période de 4 ans ou 5 ans par exemple, qui peut aller de pair avec l'élaboration d'un plan de législature par les nouveaux élus, est largement utilisée pour accompagner la fixation des priorités et explorer la marge de manœuvre financière dans le futur proche. Par la suite, cet exercice devrait être révisé périodiquement, d'une année à l'autre par exemple, (planification roulante) pour tenir compte des nouvelles circonstances. Du côté des dépenses, cela implique de disposer des informations adéquates, financières et d'activités, sur les ressources utilisées dans l'exécution des politiques publiques. Du côté des recettes, il s'agit d'estimer leur évolution dans le temps selon des hypothèses économiques. Pour cela il existe diverses méthodes de prévisions (moyenne, moyenne mobiles, régression) qui peuvent être reliés à des indicateurs de prestations. L'objectif ultime est d'anticiper les actions éventuellement à mener pour réconcilier, à des niveaux divers de l'administration publique, les ambitions politiques et les moyens financiers disponibles ou/et à mobiliser. Le plus souvent, la planification financière, mais aussi la budgétisation annuelle, est complétée par un tableau de bord, sous forme d'indicateurs financiers.

Outil 4 - Le management de l'innovation au sein du secteur public

Emmanuelle Reuter

11.12.2020 (1 jour)

Les attentes des citoyen-ne-s vis-à-vis de l'administration publique sont grandissantes. En particulier, les administrés veulent de plus en plus gérer leur relation avec l'Etat devant un ordinateur ou avec un téléphone mobile. Mais, la question de l'innovation au sein du secteur public ne s'arrête pas à l'exemple de la cyberadministration. L'administration publique se doit également être innovatrice de manière plus générale dans le développement et la mise en œuvre des politiques publiques. Le management de l'innovation fait notamment appel aux différents outils disponibles aux managers publics dans la recherche d'idées et de pratiques innovantes. Ces techniques incluent notamment la « veille », la « prospective », le « design thinking » et le « crowd innovation ».

MODULE 2 - MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES PUBLIQUES - 5 JOURS - 3 ECTS

Outil 5 - Gestion de projet

Cédric Baudet

22.1 et 5.2.2021 (2 jours)

La gestion de projet est une démarche visant à organiser de bout en bout le bon déroulement d'un projet. Il s'agit, pour un projet donné, de définir la problématique et les solutions envisageables, d'assurer la planification et le contrôle des tâches interdépendantes et de gérer simultanément qualité, les échéances, les ressources (finances, ressources humaines) et les risques par des outils appropriés. La gestion de projet doit tenir compte des nombreuses spécificités du public, dont notamment la complexité de la gouvernance, la multiplicité et la diversité des parties prenantes internes mais aussi externes (acteurs politiques, grand public, médias), le modèle bureaucratique et les systèmes de contrôle financiers et légaux.

Outil 6 - Le management public en réseau

Lukas Baschung

19.2.2021 (1 jour)

Dans tout Etat et en particulier au sein d'un Etat fédéral, les problèmes publics ne peuvent souvent pas être résolus par une seule unité administrative puisque les sujets ont tendance à ignorer les frontières institutionnelles. Par conséquent, ils doivent être abordés en collaboration entre plusieurs acteurs du même niveau (par exemple, entre plusieurs communes ou cantons), voire entre des acteurs de différents niveaux (entre communes et canton ou entre cantons et Confédération). Ce mode de fonctionnement coopératif implique un «management en réseau». Les questions d'efficacité et d'efficience sont au cœur du débat. Sur la base d'études scientifiques récentes et des exemples concrets du contexte suisse, il est possible de montrer le potentiel, les avantages, les inconvénients et les facteurs clés de succès du «management en réseau».

Outil 7 - Ressources humaines

Cinzia Dal Zotto et Florus Mulder

5.3 et 19.3.2021 (2 jours)

Le secteur public, confronté à un contexte budgétaire toujours plus contraint et à un impératif de maîtrise de la masse salariale, doit procéder à une réelle modernisation de sa gestion des ressources humaines. Des systèmes pour améliorer la performance et productivité des employées risquent en fait d'échouer si les valeurs et les intérêts des membres individuels d'une organisation ne sont pas suffisamment pris en compte. Il s'agit donc de gérer les mobilités, identifier les compétences disponibles, s'assurer de la bonne adéquation entre postes et agents, construire des parcours professionnels avec le but de renforcer la motivation du personnel et favoriser un climat de travail serein. Pour assurer des parcours de carrières efficaces, valoriser et utiliser les compétences de chacun tout en accordant plus de marges de manœuvre et de responsabilités aux employées, la structure et les processus d'une organisation doivent être adaptés aussi. Dans une institution publique cela demande une révolution culturelle dans la perception même des emplois et postes, de manière à penser davantage par métier et compétences plutôt que par poste, statut et catégorie. Répertoire activités, missions et compétences en utilisant un langage commun permettrait par exemple de lever les freins limitant la mobilité interne et inter-fonctions publiques ainsi que d'identifier des opportunités de passerelles entre emplois. Ce cours vise à fournir des outils pour repenser la gestion des ressources humaines dans le secteur public, la rendre plus agile et en ligne avec les développements économiques, technologiques et démographiques actuels.

MODULE 3 - MANAGEMENT DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES - 5 JOURS - 3 ECTS

Outil 8 - Le système de contrôle interne et la gestion des risques

Philippe Godet

16.4 et 23.4.2021 matin (1.5 jour)

Ancré maintenant dans les bases légales des différentes collectivités publiques suisses, le système de contrôle et de gestion interne est un outil indispensable à la bonne gouvernance et à la bonne gestion publique. Il vise à identifier, évaluer et maîtriser les risques de toutes natures, auxquels toute collectivité publique est confrontée pour maîtriser l'efficacité des opérations, la fiabilité des informations financières et la mise en œuvre des lois et règlements (stratégie, comptabilité et finances, conformité). Le référentiel américain COSO (Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission) traite l'environnement de contrôle, la gestion du risque, les opérations

de contrôle, le système d'information et de communication, ainsi que le suivi. La pierre angulaire du contrôle interne est un recueil (écrit) des procédures (organigramme, description des postes, responsabilités et rôle de chacun, les principes de reporting, les moyens existants, etc.). Le système de gestion et de maîtrise englobe notamment les normes de gestion comptable, financière et budgétaire, le suivi des processus (monitoring) ainsi que les systèmes d'informations (en RH par exemple). Et finalement, les outils de contrôle sont les inspections et audits financiers, de performance de conformité.

Outil 9 - La gestion publique axée sur la performance (efficacité)

Alain Schönenberger et Milad Zarin

23.4 après-midi et 7.5.2021 (1.5 jour)

La budgétisation par la performance est apparue dans les années 1990 dans la mouvance de la Nouvelle Gestion Publique (New Public Management). La démarche de performance a pour but d'améliorer l'efficacité de la dépense publique en orientant la gestion vers les résultats attendus, donc de « mieux dépenser » dans un contexte budgétaire contraint, de « faire mieux ou aussi bien, avec moins ». Elle correspond à une utilisation effective des informations sur la performance de l'Etat, des programmes ou des organisations dans le processus budgétaire. Une véritable budgétisation par la performance constitue un mécanisme de financement de l'Etat qui lie les ressources allouées directement à des résultats mesurables. A cet effet, des indicateurs de performance (non financiers) doivent être intégrés dans le processus budgétaire, pour mettre l'accent sur la production (output) et les résultats (outcomes) par opposition à l'accent qui est traditionnellement mis (dans la comptabilité financière) sur les intrants (inputs). La performance peut alors être mesurée par rapport aux objectifs généraux de l'action des administrations ou dans le cadre de programmes ou politiques publiques, souvent assurées par plus d'un service ou entité administratif.

Outil 10 - Comptabilité analytique

Thierry Bregnard

28.5 et 11.6.2021 (2 jours)

En complément à la comptabilité financière classique, qui met l'accent sur la gestion des moyens et la classification des charges selon leur nature (personnel, achats de biens et services, amortissements, etc.), la comptabilité analytique a pour principal but de déterminer les coûts, les marges et les résultats des prestations ou des groupes de prestations des collectivités publiques et des organisations para-publiques. La comptabilité analytique vise également à déterminer le comportement des ressources (coûts directs, coûts indirects) et les responsabilités en la matière (centres de coûts). Par exemple, la comptabilité analytique est indispensable pour suivre l'autofinancement des groupes de prestations qui doivent être couvertes par des taxes spécifiques. Elle est également nécessaire pour pouvoir réaliser un benchmarking de l'efficacité des fonctions d'une organisation. Dans cette perspective, le cours a pour objectifs de fournir aux participants la compréhension des principes et des différentes méthodes de comptabilité analytique, ainsi qu'une démarche de mise en place d'une comptabilité analytique de même que des exemples pratiques de comptabilités analytiques publiques et para-publiques.

Dates d'évaluations

8.1.2021	Examen écrit du module 1
26.3.2021	Examen écrit du module 2
25.6.2021	Examen écrit du module 3
23.8.2021	Remise du travail de CAS

Intervenants (sous réserve de modification)

Nom	Prénom	Fonction	Entité
Aubry	Patrick	Chef de service	Service financier, canton de Neuchâtel
Baschung	Lukas	Professeur HES et responsable de filière Economie d'entreprise	Haute école de gestion Arc Neuchâtel
Baudet	Cédric	Professeur HES et responsable de filière Informatique de gestion	Haute école de gestion Arc Neuchâtel
Bregnard	Thierry	Professeur HES	Haute école de gestion Arc Neuchâtel
Dal Zotto	Cinzia	Professeure associée de gestion des ressources humaines	Université de Neuchâtel
Godet	Philippe	Chef de service	Contrôle cantonal des finances, canton de Neuchâtel
Léchet	Gilles	Associé gérant	Compas Management Services Sàrl
Maradan	David	Chargé de cours, directeur	HEG Genève, Université de Genève, Ecosys
Merino-Saum	Albert	Collaborateur scientifique	EPFL
Mulder	Florus	Chef Développement du personnel et organisationnel	Office fédéral de la statistique
Reuter	Emmanuelle	Professeure assistante en management de l'innovation	Université de Neuchâtel
Schönenberger	Alain	Professeur titulaire, chargé de cours, consultant économique	Université de Neuchâtel, Université de Genève, Eco'Diagnostic
Zarin	Milad	Professeur ordinaire d'économie politique	Université de Neuchâtel

Déroulement

Le programme porte sur 16 jours de cours, répartis en 3 modules, qui ont généralement lieu un vendredi sur deux de septembre 2020 à juin 2021.

Chaque module est sanctionné par un examen écrit (uniquement pour les participants du CAS entier ou d'un module entier).

Les participants du CAS entier concluront la formation par un travail personnel de 10 à 20 pages sur la pertinence et l'application d'un ou plusieurs outils à leur quotidien professionnel actuel ou futur.

Inscription et coût de la formation

L'inscription se fait en ligne uniquement via le lien suivant : www.ig.he-arc.ch/casomp

Délai d'inscription : 1^{er} juillet 2020

Les frais d'inscription sont les suivants :

CAS complet : CHF 6'400.- (taxe d'examen comprise)

Module 1 : CHF 2'700.- (taxe d'examen comprise)

Modules 2 ou 3 : CHF 2'200.- (taxe d'examen comprise)

Outil séparé de 1 jour : CHF 500.-

Outil séparé de 1.5 jour : CHF 750.-

Outil séparé de 2 jours : CHF 1'000.-



Lieu

Les cours sont donnés dans les salles de cours du bâtiment central de l'Université de Neuchâtel et/ou de la HEG Arc à Neuchâtel.

Information

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter

Mme Sandrine Schaeren Romano

Haute école de gestion Arc

Espace de l'Europe 21

CH-2000 Neuchâtel

+41 32 930 20 38

cas.omp@he-arc.ch

www.he-arc.ch/gestion/cas-omp ou www.unine.ch/cas-omp